

REPUBLIQUE DU NIGER

MINISTERE DU PLAN

TEXTE

DE

L'ALLOCUTION

DE

Monsieur KIMBA HASSANE

**Conseiller au Secrétariat Exécutif du Conseil National de
l'Environnement pour un Développement Durable**

**Quatrième Session de la Conférence des Parties à la Convention-
Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques**

Buenos Aires, 12 Novembre 1998

Déclaration du Chef de la Délégation du Niger

Madame le Président,

Pour la première fois que je prends la parole devant cette auguste assemblée, je voudrais au nom de ma délégation et à mon nom propre, remercier le Gouvernement argentin et celui de la ville de Buenos Aires, pour l'accueil chaleureux dont nous avons été l'objet à l'occasion de notre venue dans les « bons airs » de cette belle ville de Buenos Aires.

Madame le Président,

C'est aujourd'hui un réel plaisir pour moi et pour toute ma délégation d'emboîter le pas aux éminents orateurs qui m'ont précédé sur cette tribune pour vous féliciter à l'occasion de votre brillante élection à la tête de cette quatrième session de la conférence des parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, en espérant que les talents qui vous sont unanimement reconnus par l'ensemble des délégations ici présentes, vous permettront de donner à notre réunion un cachet continuateur de l'élan déjà amorcé à Kyoto.

Aussi, me plairait-il de saluer à ce niveau les qualités personnelles de votre prédécesseur Monsieur HIROSHI OHKI, grâce auxquelles il a su faire de la troisième conférence une satisfaction pour la quasitotalité des Parties à la Convention et singulièrement pour son pays le Japon.

Madame le Président,

Monsieur le Secrétaire Exécutif,

Mesdames et Messieurs les Chefs de délégation,

Mesdames, Messieurs,

Si les Parties signataires ont en plus de la Convention, un autre instrument juridique qui est le Protocole de Kyoto, il n'en demeure pas moins vrai que les efforts incessants déployés par le Secrétaire Exécutif Monsieur ZAMMIT Cutajar ainsi que le dévouement avec lequel toute l'équipe du Secrétariat a su se mettre au service de notre Convention et de son protocole ont été pour beaucoup de choses. C'est le lieu ici de leur témoigner notre entière satisfaction.

Madame le Président,

De Berlin à Buenos Aires en passant par Genève et Kyoto, Beaucoup de progrès ont été enregistrés dans le cadre du suivi de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le Développement Durable, notamment dans ses recommandations relatives aux effets des Changements climatiques.

Je puis vous assurer que le Niger n'est pas resté en marge de cette évolution tant il est vrai que des efforts nationaux ont été consentis en vue de soutenir l'action internationale sur cette question.

Pourtant Madame le Président, comme j'ai eu à l'affirmer à l'occasion des précédentes Conférences des Parties, mon pays est l'un des pays les plus vulnérables aux effets des changements climatiques. En effet, classé parmi les derniers pays du monde du point de vue de l'indice de développement humain, frappé par ailleurs, de plein fouet par le phénomène de la désertification qui prend en hôte plus de $\frac{3}{4}$ du territoire et enfin situé en plein coeur du Sahel, le Niger présente ainsi toutes les prédispositions à la vulnérabilité des effets des Changements climatiques.

Comme je le disais tantôt, mon pays se doit de prendre toutes les dispositions utiles pour lutter contre ces adversités.

Ainsi, outre la création d'un Conseil National de l'Environnement pour un Développement Durable, instance nationale de décision en matière environnementale, un Plan National de l'Environnement pour un Développement Durable a été adopté sous l'égide de cette institution sur une base participative intégrant tous les acteurs nationaux notamment la société civile, le secteur privé et les structures étatiques. Ce plan national de l'environnement pour un développement durable qui constitue le document national de référence en matière environnementale, intègre bien évidemment les aspects liés aux changements climatiques.

Enfin, je tiens à souligner qu'avec la commission nationale sur les changements et variabilités climatiques et de l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial que je tiens à remercier ici, le Niger est à pieds d'oeuvre dans le processus préparatoire de sa première communication nationale avec le lancement au mois d'août 1998 du projet d'habilitation pour la préparation de ladite communication.

Comme vous le constatez, Madame la Présidente, Honorables délégués, le peuple nigérien est aujourd'hui fier de se mettre aux côtés de toutes les autres parties à la convention et au protocole pour réparer un dommage dont il n'a pourtant pas lui même causé, ou du moins auquel il a contribué dans une moindre mesure. Par conséquent, le Niger souhaiterait que la communauté internationale vienne aussi à ses côtés pour l'appuyer dans l'exécution de cet effort fort louable.

En effet, la Convention et son protocole prévoient des politiques et des mesures que l'ensemble des parties se doivent de respecter et de mettre en oeuvre. Or, le Niger, à l'instar des autres pays africains en particulier et des pays en développement en général, n'a pas du tout les moyens de cette politique.

C'est pourquoi nous souhaiterions, compte tenu de notre position fort incorfortable, bénéficier de l'ensemble des mécanismes de flexibilité prévus dans le cadre du protocole de Kyoto et dans une moindre mesure du mécanisme de développement Propre (MDP) sur la base du principe de l'équité consacré par cet instrument .

Ce vœu qui nous est cher, et qui est propre à tous les pays en développement, nous l'avons réitéré à l'occasion des différents ateliers et rencontres ministériels organisés sur le plan africain et francophone sur le MDP dont nous tenons à remercier les organisateurs.

Madame le Président, je voudrais terminer mon intervention sur cette note d'espoir qui est celle de voir réussir notre conférence.

Cependant, Madame le présidente, on ne saurait atteindre cet objectif que lorsque à l'issue de nos travaux nous aurions su donner aux mécanismes de flexibilité les fonctions suivantes :

- D'une part que l'on fasse de ces mécanismes, de véritables instruments devant nous permettre d'aboutir à de réductions d'émissions sensibles gage de l'acquisition d'un résultat environnemental significatif à travers la mise en oeuvre d'un système de contrôle rigoureux et de responsabilisation des intervenants ;

- D'autre part, il faudrait aussi que ces mécanismes remplissent les fonctions de catalyseurs au service des pays en développement dans leur lutte contre le sous-développement tout en évitant de faire grief à l'aide publique au développement dont la privatisation serait aussi un frein au développement de ces pays.

Je vous remercie.